



Violences contre les Gilets Jaunes, est-ce que le Procureur va envoyer le Ministre de l'Intérieur en correctionnelle ?

La France a été classée par l'ONU entre le Mozambique et le Venezuela dans sa gestion du maintien de l'ordre durant le mouvement des Gilets Jaunes.

La France a également été [condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme le 23 mai 2019](#), pour l'opacité de sa Justice concernant les enquêtes visant la police qui ne sont ni rapides, ni effectives, ni impartiales.

Aujourd'hui le Procureur de Paris, Monsieur Remu HEITZ, qui a été choisi personnellement par le Président de la République Emmanuel MACRON, déclare dans une [interview au Parisien](#), que des « *policiers seront envoyés en correctionnelle* ». S'il faisait preuve d'autant de diligence dans l'affaire BENALLA-MACRON, on pourrait le croire impartial et non téléguidé une fois de plus par l'Elysée.

D'ailleurs la porte-parole du gouvernement Madame Sibeth NDIAYE a confirmé que c'était [une volonté politique sur LCI](#), en parlant d'un lien de confiance entre la population et la police. Oui cette même personne qui [assume de mentir pour protéger le Président de la République](#).

Les dérapages et les fautes professionnelles n'ont pas été sanctionnées directement, ce qui aurait permis d'abaisser les tensions et le niveau de violence. Pire le Ministre de l'Intérieur, [Christophe CASTANER, a nié ces violences illégitimes](#), engendrant une escalade de la violence dont les policiers ont été les premières victimes, tout en encourageant les comportements non professionnels.

Aujourd'hui le gouvernement veut se racheter une virginité. Il ne veut pas assumer son manque de formation des gardiens de la paix. Il ne veut pas assumer son choix de réprimer par la violence un mouvement populaire. Il ne veut pas assumer les ordres donnés oralement. Comme nous le prophétisons depuis le début du mouvement des Gilets Jaunes, « des lampistes » vont payer pour toute la chaîne hiérarchique de la Police Nationale. Car, curieusement, ni le Directeur Général de la Police Nationale, Monsieur Éric MORVAN, ni le Préfet de Police de Paris, Monsieur Didier LALLEMAND, ni le Ministre de l'Intérieur, Christophe CASTANER ne vont être inquiétés par la Justice pour leur responsabilité.

Nous invitons nos collègues à se rappeler qu'ils sont une police républicaine au service du peuple et non une milice au service du pouvoir. Le peuple n'abandonnera pas sa police, comme le montre encore les derniers sondages. Le gouvernement et la haute hiérarchie de la Police Nationale nous abandonneront, en espérant qu'offrir notre tête en sacrifice leur permettra d'acheter la paix sociale, comme c'est déjà si souvent le cas dans certains quartiers.

Après six mois sur le pont tous les weekends, au mépris de notre santé et d'une vie familiale équilibrée, nous invitons nos collègues à penser à eux. Il est temps de protéger notre santé et d'aller voir un médecin, pour éviter l'épuisement professionnel et des bavures dû à la fatigue.

Nous invitons nos collègues à respecter les ordres du Président de la République Emmanuel MACRON, qui veut être en prise directe avec le Peuple :

[« On ne peut pas être chef par beau temps et vouloir se soustraire lorsque le temps est difficile. S'ils veulent un responsable, il est devant vous. Qu'ils viennent le chercher »](#)